

indiquant le prix moyen du froment et du seigle pendant la quatrième semaine du mois de janvier 1842.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu les mercuriales formées par les gouverneurs des provinces pour la quatrième semaine du mois de janvier 1842 (du lundi 24 au samedi 29);

Vu l'article 4 de la loi du 31 juillet et l'arrêté royal du 7 août 1834,

Arrête :

L'état ci-joint, indiquant le prix moyen du Froment et du Seigle, pendant la semaine indiquée ci-dessus, sera inséré au Moniteur et au Bulletin des Lois.

Bruxelles, le 1^{er} février 1842.

NOTHOMB.

MARCHÉS RÉGULATEURS.	FROMENT.		SEIGLE.	
	Quant. vend.	Prix moyen.	Quant. vend.	Prix moyen.
	Hectolit.	Fr. cent.	Hectolit.	Fr. cent.
Arlon.	120	20 66	15	11 20
Anvers.	75	22 77	108	12 20
Bruges.	349	21 42	121	13 13
Bruxelles.	5,550	21 41	300	12 47
Gand.	1,145	21 12	328	12 56
Hasselt.	414	21 90	1,600	12 42
Liège.	* 1,600	20 80	350	13 45
Louvain.	2,775	22 06	1,600	12 84
Namur.	364	20 16	410	12 15
Mons.	355	21 29	230	10 37
Tot. des quant. vend.	12,747		4,812	
Prix moyen.....		21 44		12 51

Vu et arrêté par nous Ministre de l'Intérieur.

Bruxelles, le 1^{er} février 1842.

NOTHOMB.

Nota. Il résulte des prix moyens ci-dessus, ainsi que de la loi du 31 juillet 1834, 1^o que le froment est libre de droits à l'entrée du royaume; 2^o que le droit d'entrée sur le seigle reste fixé à fr. 21-50 les 1,000 kil. et 3^o que le droit de sortie sur l'une et l'autre céréale reste également fixé à 25 centimes les 1,000 kil.

* Quantités fictives.

BULLETIN

OFFICIEL

DES

LOIS ET ARRÊTÉS ROYAUX

DE

LA BELGIQUE.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons, de commun accord avec les chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Toute importation de poisson, quant aux droits de douanes, est présumée de provenance étrangère et assujettie au paiement des droits, sauf l'exception ci-après en faveur de la pêche nationale.

Art. 2. Seront admises en franchise des droits d'entrée, les provenances de la pêche nationale, s'il est reconnu, lors de l'entrée de bâtimens de pêche, que les patrons ont observé, pour l'espèce de pêche qu'ils ont faite, toutes les conditions voulues par les lois et réglemens sur la matière.

Art. 3. Les bâtimens devront être armés dans le royaume, appartenir en totalité à l'un ou à plusieurs de ses habitans, et avoir une capacité de 25 tonneaux de mer au moins.

Toutefois l'obligation de jaugeer 25 tonneaux au moins n'est applicable ni aux bateaux faisant la pêche de la marée, et qui rentrent ordinairement dans les 24 heures, ni à ceux faisant la même pêche dans l'Escaut.

Art. 4. Les navires devront être équipés convenablement et être munis de tous les appareils et ustensiles nécessaires pour exercer la pêche à laquelle ils sont respectivement destinés.

Ces appareils et ustensiles devront être en bon état et proportionnés en nombre et en étendue au genre de pêche auquel ils doivent servir.

Le bon armement des navires sera constaté par des experts à désigner par le gouvernement et, à leur défaut, par les employés des douanes. Les trois quarts au moins de l'équipage seront belges, sauf dispense accordée par le gouvernement en cas de nécessité.

Le patron aura son domicile dans le royaume.

Le gouvernement pourra déterminer des formes et dimensions obligatoires pour les tonnes et futailles à morue, comme condition de l'admission de ce poisson avec exemption des droits d'entrée.

Art. 5. Les navires pêcheurs n'auront à bord que les approvisionnemens nécessaires aux besoins de l'équipage et du navire; le gouvernement en déterminera les quantités.

Toute transgression à cette disposition sera assimilée aux importations ou exportations frauduleuses, et tombera sous l'application des pénalités comminées par les articles 205 et 206 de la loi générale du 26 août 1822. (*Journal officiel*, n° 38.)

Art. 6. Les navires pêcheurs se rendront directement au lieu de pêche, et en reviendront de même, sans pouvoir aborder en pays étranger, si ce n'est par force majeure, ce dont il sera justifié.

Le gouvernement pourra déterminer, selon l'espèce de pêche, le temps pendant lequel les navires doivent rester en mer ou dans l'Escaut pour jouir de l'exemption des droits d'entrée.

Au retour d'un navire le patron remettra au receveur des douanes une déclaration signée de lui et de tout l'équipage du navire, pour attester :

1° Que le navire s'est rendu directement du port d'armement au lieu de pêche, et qu'il en est revenu de même sans aborder en pays étranger;

2° Qu'il s'est livré exclusivement à l'espèce de pêche pour laquelle il était équipé;

3° Que tout le poisson importé provient réellement de sa pêche.

Indépendamment des obligations imposées par les articles précédens, les patrons des bateaux pêcheurs, descendant ou remontant l'*Escaut occidental*, devront immédiatement avant leur entrée en mer, ainsi qu'à leur retour, soumettre au visa des agens belges, commis à cet effet soit à Flessingue soit dans tout autre lieu à désigner par le gouvernement, le registre de bord, le rôle d'équipage, ainsi que la lettre de mer dont il sera parlé ci-après.

Ces agens délivreront sans retard et sans frais un certificat constatant la nature et l'importance du chargement, ainsi que la date du passage et celle du retour, pour être représenté aux employés de la douane du lieu de la destination.

Le poisson importé par l'Escaut par des navires non porteurs de certificat, ne sera pas admis comme provenant de la pêche nationale. Toutefois il est fait exception à cette règle pour les espèces de poisson qui se pêchent d'ordinaire dans l'*Escaut*.

occidental, et qui seront désignés par un règlement du gouvernement.

Art. 8. L'administration aura en tout temps la faculté de placer à bord des embarcations partant pour la pêche, soit en mer, soit dans l'Escaut, un ou plusieurs de ses employés. Ils seront traités et nourris aux frais des patrons comme les hommes composant l'équipage.

Les actes que ces employés dresseront à bord ou à leur retour, pour constater les contraventions à la présente loi commises pendant le cours du voyage, auront la même force que s'ils avaient été rédigés sur le territoire du royaume.

Art. 9. Par dérogation aux dispositions de l'article 2 de la loi du 14 mars 1819 (*Jour. offic.*, n° 12), les bateaux servant à la pêche nationale en mer ne pourront dorénavant naviguer sans être munis de lettres de mer à délivrer sur le pied déterminé par ladite loi.

Toutefois la lettre de mer n'autorise l'emploi du bâtiment à aucun autre usage que celui de la pêche, à moins que le patron ne déclare au bureau des douanes, avant de sortir du port, vouloir entreprendre un voyage étranger à la pêche. Dans ce cas, le navire sera assujéti au régime qui atteint les navires de mer ordinaires.

Les navires mentionnés au § 2 de l'art. 3 ne sont pas soumis à l'obligation de se pourvoir de lettres de mer.

Art. 10. Est supprimée la distinction établie par le tarif actuel entre le poisson *frais*, *fin* et *commun*; l'un et l'autre seront à l'avenir soumis au droit uniforme de 12 francs les 100 kilogrammes.

Le transit du poisson est prohibé.

Tout hareng salé, importé dans le royaume, du 10 janvier au 30 juin, est soumis aux droits qui frappent le hareng provenant de la pêche étrangère.

Art. 11. Le gouvernement est autorisé à accorder l'exemption des droits d'accises sur le sel brut ou raffiné dont les armateurs à la pêche nationale auraient besoin pour l'exercice de leur profession.

Le sel destiné à cet usage sera emmagasiné dans les entrepôts libres, ou sous le régime de crédit permanent, conformément aux lois en vigueur.

Néanmoins, le gouvernement pourra modifier le régime de crédit permanent, soit pour établir des bonifications pour déchet, soit pour concilier les intérêts du trésor et ceux des armateurs.

Art. 12. Tout patron ou armateur qui sera convaincu d'avoir pris à bord du poisson de pêche étrangère, ou qui en aura importé ou tenté d'importer, sera puni d'un emprisonnement de 3 à 6 mois. Le navire et sa cargaison seront confisqués, et il encourra une amende égale au décuple droit sur le chargement.

Toutefois si le propriétaire prouve qu'il n'y a pas eu connivence entre le patron et lui, la confiscation du navire n'aura pas lieu, mais le patron encourra un emprisonnement de six mois à trois ans.

En cas de récidive, le maximum de l'emprisonnement sera toujours appliqué.

Art. 13. Il est interdit à tout patron ou armateur de se livrer à une autre espèce de pêche que celle pour laquelle le navire aura été équipé.

Tout poisson provenant de toute autre espèce de pêche est réputé poisson de pêche étrangère. Il en sera de même du poisson importé par l'Escaut, par des navires non porteurs du certificat prescrit par l'art. 7.

Art. 14. Toute contravention à l'une ou l'autre des dispositions de la présente loi pour lesquelles une peine particulière n'a pas été comminée, sera punie des peines établies par l'art. 1^{er} de la loi du 6 mars 1818.

Art. 15. Le gouvernement fera les réglemens propres à assurer la bonne exécution de la présente loi. Si d'autres mesures répressives de la fraude sont reconnues nécessaires, il est autorisé à les prendre par arrêté royal, sauf à les soumettre, s'il y a lieu, aux chambres, dans leur plus prochaine session.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat, insérées au Bulletin officiel, soient adressées aux cours, tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les observent et fassent observer comme loi du royaume.

Donné à Bruxelles, le 25 février 1842.

Par le Roi :

LEOPOLD.

Le Ministre de l'Intérieur,

NOTHOMB.

Le Ministre des Finances,

SMITS.

Vu et scellé du sceau de l'Etat ;

Le Ministre de la Justice,

VAN VOLXEM, fils.